

OPINIONS - ÉCONOMIE

Favoris Partage

TRIBUNE

Collectif

Dette de la BCE : « Aucun traité n'interdit à un créancier de renoncer à ses créances »

Six des près de cent cinquante économistes signataires d'un appel à l'annulation de la dette de la BCE répondent dans une tribune au « Monde » aux arguments que Christine Lagarde a opposé à leur appel.

Publié le 10 février 2021 à 05h45 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Tribune. Dans un entretien paru le 6 février dans un hebdomadaire [le JDD], Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), a répondu à l'appel que nous avons lancé avec une centaine d'autres économistes européens dans une tribune publiée le 5 février par neuf médias européens, dont « Le Monde », pour l'annulation de la dette des Etats européens détenue par la BCE.

Nous rejoignons Mme Lagarde quand elle affirme la nécessité de nourrir le débat sur l'utilisation de cette dette. Il s'agit d'un sujet crucial, d'ailleurs en ligne avec l'origine même de notre initiative.

Celle-ci part en effet d'un double constat.

Santé, l'éducation, transition écologique

Tout d'abord le fait que, jusqu'à la pandémie, les Etats n'ont pas su profiter du contexte de taux d'intérêt historiquement bas, voire négatifs, pour investir. Pire, nombre d'entre eux se sont désendettés, aggravant l'effondrement de l'investissement public. Dans ce domaine, la politique de « quantitative easing » [« assouplissement monétaire », achats d'actifs], n'a pas tenu ses promesses.

Lire aussi l'éditorial du « Monde » : Annuler la dette des pays de l'Union européenne : un débat théorique

Il est donc légitime de s'interroger sur ce qui pourrait conduire, aujourd'hui, des Etats désormais bien plus endettés du fait de la crise sanitaire, à continuer d'emprunter pour investir.

Le second constat porte sur les plans de relance. Ceux-ci ne sont pas assez tournés vers l'investissement. Or, la reprise de l'activité que Mme Lagarde appelle justement de ses vœux, en dépend. Des investissements massifs sont nécessaires là où les besoins sont les plus vifs et bien identifiés : la santé, l'éducation, et évidemment la transition écologique (rénovation thermique des bâtiments, mobilité verte, agroécologie, etc.). Sans eux, nos économies resteront en proie à la déflation, ce qui continuera de compromettre l'objectif d'inflation proche de 2 %, cœur du mandat de la BCE, et qu'elle échoue à honorer depuis plus de cinq ans.

Lire aussi Surenchère politique autour de la dette Covid

Notre proposition vise donc à ce que la BCE abandonne tout ou partie des créances qu'elle détient sur les Etats de la zone euro conditionnellement à un réinvestissement public de même montant dans la transition écologique et sociale. La BCE contribuerait ainsi à la réussite des plans de relance des Etats, tandis que l'investissement réalisé par ces derniers rapprocherait la BCE des cibles qu'elle se doit d'atteindre.

Les rachats d'actifs eux aussi

Notre proposition d'annulation conditionnelle est, selon Mme Lagarde, contraire à l'article 123 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui interdit à la BCE d'apporter une assistance financière aux Etats.

Tout d'abord, aucun traité n'interdit à un créancier de renoncer à ses créances. Comment le pourrait-il ?

Ensuite, il n'est pas inutile de rappeler que, si à leur origine, les rachats d'actifs ont été, eux aussi, décriés comme étant contraires à l'esprit des traités européens, cela n'a pas empêché qu'ils deviennent ces dernières années un instrument majeur de la politique monétaire de gestion de crise (financière d'abord, puis sanitaire).

Lire aussi Climat : « Les banques centrales ne doivent plus attendre pour agir »

Ajoutons que cette annulation de dette ne porterait pas atteinte à la qualité de la signature des Etats. Ce ne sont pas les Etats qui annuleraient de manière unilatérale leur dette auprès de la BCE, mais cette dernière qui abandonnerait tout ou partie de la créance qu'elle détient sur l'ensemble des Etats de la zone euro.

En outre, la BCE pourrait compenser les pertes des banques centrales nationales engendrées par l'annulation : c'est explicitement prévu dans le droit européen. Cela étant, nous ne sous-estimons pas l'effort et l'innovation qu'une telle décision, nécessitant un accord politique de haut niveau, exige en termes de gouvernance européenne.

Reprise incertaine

Mais il ne faut pas non plus sous-estimer le dilemme auquel fait face aujourd'hui la BCE. L'absence d'union budgétaire l'oblige à éloigner le risque de crise de dette souveraine par une politique de rachats d'actifs permettant de maintenir au plus bas le coût de la dette des pays de la zone euro sur les marchés financiers. Dans le même temps, cette politique peine à favoriser l'investissement productif et la remontée des prix, ce qui éloigne la BCE de ses objectifs.

Lire aussi Dette « éternelle » et Covid-19 : « Il paraît que cela fonctionne, même si l'on n'y croit pas »

La BCE se retrouve ainsi à pallier les insuffisances et les limites d'une zone euro insuffisamment outillée, au risque de compromettre son mandat. C'est également à travers ce prisme que notre proposition peut se lire.

La crise sanitaire renforce énormément l'interdépendance entre les Etats et la BCE. Les premiers ont absolument besoin de la seconde pour continuer d'emprunter à taux bas et faire rouler leur dette dans les meilleures conditions. Et réciproquement, la BCE a besoin pour atteindre ses objectifs et respecter son mandat, que les Etats mènent des plans de relance ambitieux davantage axés sur l'investissement. Notre proposition prend justement acte de cette interdépendance.

La présidente de la BCE assure que 2021 sera l'année de la reprise. Rien n'est moins sûr. L'apparition de nouveaux variants, les retards pris par la campagne de vaccination et les différentes mesures de confinement ou de couvre-feu repoussent encore la perspective d'une reprise économique sur le continent.

Moment historique

La probabilité est grande qu'il faille à plusieurs reprises approfondir les plans de relance, sans avoir à buter sur des contraintes budgétaires ou à susciter la défiance des marchés. D'où le bien fondé de notre proposition qui permettra aux Etats d'investir sans ajouter de la dette à la dette.

La BCE a su adapter ses actions et faire face à ses responsabilités après la crise financière de 2008-2011 pour préserver l'euro. Historiquement, d'autres banques centrales ont su, dans des périodes de crises ou de guerres, se réinventer et refonder leurs relations avec les gouvernements pour permettre à la société de se reconstruire.

La crise sanitaire et la crise environnementale nous précipitent dans un tel moment historique. Il est à ce titre essentiel de débattre démocratiquement du rôle que la BCE doit jouer dans un moment aussi crucial qui engage notre avenir commun.

Les signataires : Baptiste Bridonneau (université de Paris-Nanterre) ; Jézabel Couppey-Soubeyran (université Paris-I-Panthéon-Sorbonne) ; Nicolas Dufrene (Institut Rousseau) ; Gaël Giraud (Institut Rousseau) ; Aureore Lalucq (députée européenne, Alliance progressiste des socialistes et démocrates) ; Laurence Scialom (université de Paris-Nanterre).

Les habits neufs de la dette

La dette publique de la France approche les 120 % de son produit intérieur brut, atteignant le montant record de 2 674,3 milliards d'euros fin septembre. Est-ce un boulet ou un levier ?

- « Le débat sur la dette doit provoquer une réflexion publique sur les gagnants et les perdants du Covid-19 », par Anne-Laure Delatte, économiste, et Benjamin Lemoine, politiste, tous deux chercheurs CNRS à l'université Paris-Dauphine
« La manœuvre hélicoptère permettrait à la politique monétaire de retrouver un impact direct sur l'économie réelle », par Jézabel Couppey-Soubeyran, maîtresse de conférences à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne et conseillère scientifique à l'Institut Veblen
« Comme un marronnier, la tentation du défaut de paiement volontaire revient régulièrement », par Pierre Gruson, professeur de finance à Kedge Business School Bordeaux
« Les obligations perpétuelles pourraient se révéler très utiles pour l'Europe », par George Soros, investisseur et philanthrope, président de Soros Fund Management et de Open Society Foundations
« L'annulation de la dette est une manœuvre opportuniste et dangereuse », par Christian Descamps, maître de conférences émérite d'économie à l'université de Bourgogne
« Cantonnement ou annulation, un débat sans issue », par Eric Monnet, directeur d'études à l'EHESS et professeur à l'École d'économie de Paris, et Shahin Vallée, directeur du programme géo-économie au Centre allemand pour les affaires étrangères/DGAP
« Les investisseurs de la zone Asie-Pacifique vont désertir le Vieux Continent », par Gaspard Gabriel, chef d'entreprise à la retraite
« Le principe de droit selon lequel un Etat doit respecter les obligations qu'il a contractées n'est pas absolu », par Eric Toussaint, historien, porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes

Collectif

Contribuer

Favoris Partage

Contenus sponsorisés par Outbrain

Ne vendez pas votre vieux Mac, essayez d'abord cette astuce

Êtes vous couverts? Comparez les mutuelles santé au meilleur prix avec lesfurets

Dans la même rubrique

Services

CODES PROMOS avec Global Savings Group

- Europarc : -15% sur votre location de voiture
Red SFR : 15€ de remise sur votre panier
Nike : jusqu'à -50% sur les articles en promotion
Made.com : 50€ offerts dès 500€ d'achats
Yves Rocher : -50% sur une sélection d'articles
Boohoo : -50% sur plusieurs catégories
AliExpress : 5€ offerts dès 10€ d'achats

Tous les codes promos

- RUBRIQUES
Actualités en direct
Politique
Société
Économie
Les Décodex
Résultats élections municipales 2020
Sport
Planète
Sciences
M Campus
Le Monde Afrique
Pixels
Médias
Décodex
Vidéos
Santé
Big browser
Disparitions
Éducation
Argent et placements
Emploi
Archives
Le Monde & Vous

- OPINIONS
Editoriaux
Chroniques
Analyses
Tribunes
Vie des idées

M LE MAG

- L'époque
Le style
Gastronomie
Voyage
Mode
Les recettes du Monde

CULTURE

- Cinéma
Télévision
Monde des livres
Musique
Arts
BD

SERVICES

- Mémorable : cultivez votre mémoire
Les meilleurs aspirateurs robots
Codes Promo
Codes Promo Group
Formation commercial
Cours d'anglais
Cours d'orthographe
Conjugaison
Découvrir le jardinage
Citations philosophie
Sorties d'albums
Jeux
Annonces immobilières
Prix de l'immobilier

SITES DU GROUPE

- Courrier International
La société des lecteurs du Monde
La Vie
Le HuffPost
L'Obs
Le Monde diplomatique
Télérama
Talents
Source Sûre
Le Club de l'économie
M Publicité

NEWSLETTERS DU MONDE

Recevoir les newsletters du Monde

APPLICATIONS MOBILES

Sur iPhone | Sur Android

ABONNEMENT

S'abonner

Se connecter

Consulter le Journal du jour

Événements abonnés

Le monde festival

La boutique du Monde

- Mentions légales
Charte du Groupe
Politique de confidentialité
Gestion des cookies
Conditions générales
Aide (FAQ)

SUIVEZ LE MONDE

Facebook

Youtube

Twitter

Instagram

Snapchat

Fils RSS